DIAL 2629

AMÉRIQUE LATINE - Les réactions divergentes des pays d'Amérique latine face à la guerre en Irak

Gustavo González

mardi 1er avril 2003, mis en ligne par Dial

La réaction des pays d'Amérique latine à la guerre déclenchée par les États-Unis en Irak est d'autant plus intéressante que les populations de ces pays ont eu beaucoup à souffrir des ingérences, y compris militaires, de leur grand voisin du Nord. La sensibilité reste vive face au côté impérial, voire impérialiste, de la superpuissance nord-américaine. Ce qui semble plus nouveau, c'est que les États eux-mêmes sont de plus en plus réticents face aux initiatives nord-américaines. Article de Gustavo González, IPS, 18 mars 2003.

Brésil, Chili, Cuba, Mexique, Pérou et Venezuela se sont exprimés contre l'invasion de l'Irak sans le consentement de l'ONU et l'Argentine a renouvelé sa décision de ne participer en aucune manière aux opérations militaires. Colombie, El Salvador, Honduras, Nicaragua et Panama, en revanche, ont pris position ce mardi 18 mars en faveur de Washington. L'ultimatum de 48 heures que le président des États-Unis a donné dans la nuit du lundi 17 mars au président de l'Irak pour qu'il abandonne le pouvoir et le pays avec ses fils, a ouvert la voie à une escalade guerrière aux effets politiques et économiques inévitables sur les nations latino-américaines et caraïbéennes.

Le Mexique et le Chili, les deux pays de la région qui font partie du Conseil de sécurité de l'ONU ont regretté l'échec des négociations pour un désarmement de l'Irak par des voies diplomatiques et ont condamné la décision des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Espagne de recourir à l'usage de la force.

Le gouvernement du Brésil, avec à sa tête Luiz Inácio Lula da Silva, a déclaré d'avance ce lundi son refus de toute action contre l'Irak indépendamment de l'ONU, tandis que le président de l'Argentine adhérait à la proposition du président chilien de donner un délai de trois semaines pour un désarmement vérifiable de l'Irak.

À Cuba, le journal officiel Granma a souligné l'ultimatum de George W. Bush en accordant une large couverture aux préparatifs militaires refusés par le gouvernement de Fidel Castro, tandis qu'au Venezuela le ministre des affaires étrangères Roy Chaderton a exprimé son opposition à un conflit armé, surtout dans une région vitale pour le commerce du pétrole, comme le Moyen-Orient.

Le gouvernement colombien d'Alvaro Uribe a adhéré par contre à la « Déclaration des Açores » prélude à l'ultimatum de George W. Bush, issue de la réunion du dimanche 16 mars dans cet archipel portugais, entre le président des États-Unis et ses pairs de Grande-Bretagne, Tony Blair, d'Espagne, José Maria Aznar, et du Portugal, José Manuel Durao Barroso.

Les présidents Francisco Flores d'El Salvador, Ricardo Maduro du Honduras, Enrique Bolaños du Nicaragua et Mireya Moscoso du Panama ont également exprimé ce mardi dans une déclaration conjointe leur soutien à George W. Bush. Ils ont déclaré : « Le moment définitif pour que l'Irak désarme est arrivé. »

La déclaration des quatre gouvernants a été émise dans le cadre du Système d'intégration centraméricaine, formé également du Belize, du Costa Rica et du Guatemala, dont les gouvernements ne se sont pas encore prononcés sur l'ultimatum adressé à Saddam Hussein [1].

Les dirigeants politiques, sociaux et religieux, ainsi que les analystes ont souligné les positions du Mexique et du Chili, pour leur défense du multilatéralisme dans le cadre du Conseil de sécurité de l'ONU et leurs résistances aux pressions des États-Unis qui ont essayé de les aligner sur une solution de force.

« Nous partageons les objectifs, les valeurs et les propositions des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Espagne. Néanmoins, nous divergeons à cette occasion sur les temps et les procédures » pour le désarmement de l'Irak, a déclaré le président mexicain Vicente Fox dans un discours à ses compatriotes deux heures après l'allocution de George W. Bush à Washington. « Le Mexique réaffirme sa position en faveur de la voie multilatérale pour la solution des conflits et regrette le chemin de la guerre » a déclaré Fox. Le monde, a-t-il ajouté, « doit continuer de rechercher des solutions qui soient en accord avec la lettre et l'esprit de la Charte des Nations unies ».

Ce mardi, le ministère chilien des affaires étrangères a réitéré son refus d'une intervention militaire et a exprimé « notre profonde déception en constatant que les membres du Conseil de sécurité n'ont pas été capables de trouver une réponse à cette crise dans le cadre du multilatéralisme. »

« Nous devons comprendre que si nous en arrivons à cette situation c'est parce que entre les quinze membres du Conseil de sécurité, nous n'avons pas été capables de trouver une solution et, pour autant, nous devons le regretter, sans nous condamner nous-mêmes », a dit de son côté le président Lagos dans un bref dialogue avec la presse.
L'ancienne candidate écologiste à la présidence et coordinatrice actuelle de l'organisation « Chili soutenable » Sara Larraín, a déclaré à IPS que le Mexique et le Chili avaient assumé une position conséquente « qui les a placés au même niveau que certains pays européens comme la France et l'Allemagne qui font preuve de la plus grande autonomie face aux États-Unis. » Elle a ajouté : « Il y a un renforcement diplomatique latino-américain dans la mesure où les positions du Chili et du Mexique ne sont pas restées isolées mais ont inclus des consultations régionales permanentes, surtout avec le Brésil. »

L'ancien ministre mexicain des affaires étrangères Jorge Castañeda a souligné : « C'est une grande chance pour l'Amérique latine que les deux sièges réservés à la région au Conseil de sécurité aient correspondu à des pays ayant des positions très claires et très fermes, avec de grands chefs d'État à leur tête ».

José Luis Piñeiro, professeur et chercheur de l'Université autonome métropolitaine de Mexico a déclaré à IPS : « Le Mexique et le Chili se sont plus ou moins bien sortis du Conseil de sécurité étant donné qu'ils n'ont pas eu à voter de résolution, mais ceci durera peu car s'ils sont cohérents avec leurs positions et le discours de la négociation et la paix, ils devront affronter dans le même Conseil l'attitude unilatérale de Washington contre l'Irak. »

Larraín a indiqué : « Nous nous voyons imposer une superpuissance. George W. Bush a mis à terre soixante ans d'efforts pour construire une société planétaire. Ainsi il n'y a pas de gouvernabilité internationale possible à l'avenir. Il y a un unilatéralisme (de Washington) qui prétend gouverner l'ONU. »

Daniel Camacho, coordinateur de la Commission non gouvernementale pour la défense des droits humains en Amérique centrale, a déclaré à IPS que George W. Bush renforce l'unilatéralisme, le mépris des normes juridiques mondiales, affaiblit le système de l'ONU et exporte avec « arrogance » une vision particulière du monde et de la démocratie.
La Commission nationale Justice et paix de la Conférence épiscopale du Chili a fait connaître ce mardi son « refus catégorique » de l'ultimatum de George W. Bush. Elle a indiqué : « Cette mesure unilatérale

affaiblit ce forum mondial (l'ONU) qui, malgré ses défaillances évidentes, a été une expression de progrès pour l'humanité. »

Pour Larraín, l'unilatéralisme est une constante de la politique de George W. Bush, qui passe à présent dans le domaine politique et celui de la sécurité. Il s'était déjà manifesté par le refus d'engagements multilatéraux dans le domaine de l'environnement comme pour le Protocole de Kyoto, la Convention sur le changement climatique et la Convention sur la biodiversité. Le gouvernement des États-Unis ignore également le multilatéralisme dans la défense des droits humains avec son boycott de la Cour pénale internationale.

Coral Pey, coordinatrice de la filiale au Chili de l'Alliance pour le commerce juste et responsable, a indiqué à IPS que George W. Bush a donné comme priorité à son programme le thème de la sécurité, avec une vision militaire qui l'emporte sur tous les autres aspects, y compris l'aspect commercial. Cela ne signifie pas que Washington ne s'intéresse pas à la construction de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), mais qu'il lui imprimera une marque plus hégémonique en matière de libéralisme, l'éloignant définitivement des objectifs de développement qui furent établis en 1991 avec l'Initiative pour les Amériques.

La militante a averti qu'il est très improbable que les États-Unis prennent des mesures de représailles contre le Chili, comme de supprimer le traité bilatéral de libre-échange que les deux pays ont achevé de négocier en décembre 2002, car cela affecterait leur crédibilité dans la région pour la négociation de la ZLÉA.

Larraín signale que le refus de l'unilatéralisme de George W. Bush et le renforcement diplomatique de l'Amérique latine doivent donner lieu à une nouvelle dimension des négociations de la ZLÉA, à savoir qu'elles devraient s'opérer sur un plus grand pied d'égalité, qui inclut une réactivation du Mercosur.

Par ailleurs, l'alignement de l'Espagne sur les États-Unis dans la crise irakienne n'aura pas de grand impact sur ce qu'on appelle la communauté ibéro-américaine, selon le jugement de Larraín. Celle-ci n'existe pas « comme une construction à partir de la base en termes culturels, politiques et économiques, mais elle se structure autour des grands investissements espagnols en Amérique latine », a-t-il conclu.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2629.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : IPS, 18 mars 2003.

En cas de reproduction, mentionner la source francaise (Dial) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Depuis la rédaction de cet article, le Costa Rica a décidé de soutenir la position des États-Unis, et le Guatemala a décidé de ne pas la soutenir ».